

## Le développement des pays arabes du Golfe

**Article rédigé pour le web-documentaire « *Vous avez dit Arabe ?* » qui sera publié par l'Institut du monde arabe (Paris – [www.imarabe.org](http://www.imarabe.org)) en septembre 2016**

Le roi Ibn Saoud, fondateur du royaume d'Arabie Saoudite, aurait préféré que les Occidentaux y cherchassent de l'eau plutôt que du pétrole. Pourtant les [importantes découvertes de pétrole](#) dans le Golfe dans les années 1930 changèrent non seulement le destin de la région, mais également la face du monde.

Auparavant, la situation économique des pays arabes du Golfe n'était guère enviable. L'Arabie Saoudite avait des problèmes de trésorerie : sa principale source de revenus, le pèlerinage à La Mecque, s'était tarie avec la crise économique des années 1930. Un chameau, disait-on, suffisait à transporter le budget national du royaume. Les émirats parsemant la côte (Abou Dhabi, Bahreïn, Dubaï, Koweït, Qatar, etc.) étaient encore des protectorats britanniques. Leur principale source de revenus était la pêche à la perle, mais ce secteur avait vu ses ventes reculer avec le développement par les Japonais des perles d'élevage. Leurs autres secteurs d'activités – l'élevage de dromadaires et la culture de dattes – n'offraient pas de perspectives intéressantes.

L'exploitation des hydrocarbures assura rapidement aux pays du Golfe des revenus confortables. Ceux-ci se décuplèrent dans les années 1970, avec la nationalisation des industries pétrolières et la hausse des prix. Dès lors, les pays du Golfe jouissaient d'une formidable prospérité. Or ils étaient de jeunes Etats : l'Arabie Saoudite et l'Irak étaient devenus indépendants en 1932, le Koweït en 1961, le Bahreïn, les Emirats arabes unis et le Qatar en 1971. Dans ces pays où tout était à construire, les chefs d'Etat formèrent de grands desseins visant à convertir leur prospérité en développement économique, voire en puissance politique.

Tous ne connurent pas bonne fortune. L'Irak de Saddam Hussein eut d'abord un développement économique et social rapide et prometteur. Mais poussé par ses ambitions démesurées, l'influent vice-président s'empara des pleins pouvoirs en 1979 et entraîna son

pays dans la spirale de la guerre : Guerre Iran-Irak (1980-88), Guerre du Golfe (1990-91), Guerre d'Irak (2003-2011). L'intervention américaine en 2003 entraîna la chute du dictateur, mais ne parvint pas à stabiliser le pays en proie à de graves tensions confessionnelles et ethniques. Alors que l'Irak doit restaurer son unité et se reconstruire, son développement économique apparaît aujourd'hui comme un horizon lointain.

Les autres pays arabes du Golfe ont mieux su mettre à profit la grande prospérité apportée par le pétrole : ils ont développé leurs infrastructures et services publics, mené d'ambitieux plans de développement économique et industriel, mis en place de généreuses aides sociales pour leurs populations, réalisé d'importants investissements à l'étranger, faisant d'eux des partenaires privilégiés des pays industrialisés. En quelques décennies sont ainsi apparues, en bordure du désert d'Arabie, des villes modernes comparables aux grandes villes nord-américaines et est-asiatiques, avec des gratte-ciels plus hauts les uns que les autres. La contribution du pétrole à la destinée de ces pays est si importante qu'ils sont souvent qualifiés de « pétromonarchies ».

Il existe cependant des différences entre ces pétromonarchies. Puissance régionale de premier plan, l'Arabie Saoudite est celle qui bénéficie des revenus pétroliers les plus importants, mais c'est aussi la plus peuplée. Elle a donc des besoins financiers conséquents. Sa situation économique est radieuse quand les prix du pétrole sont élevés, mais elle devient fragile quand les prix sont bas. Le Bahreïn est la plus petite des pétromonarchies. L'épuisement de ses réserves pétrolières – en raison d'un domaine d'exploitation restreint – représente un défi majeur pour le pays, qui doit de plus en plus s'appuyer sur le soutien des Saoudiens.

Avec des revenus élevés et des populations réduites, les Emirats arabes unis, le Koweït et le Qatar peuvent se permettre d'afficher leur opulence. Même s'ils demeurent dépendants de leurs revenus pétro-gaziers, ils ont su développer un modèle économique pertinent – mêlant une énergie peu onéreuse, des moyens financiers décuplés grâce à l'endettement et le recours à une importante main d'œuvre immigrée – afin de développer des secteurs économiques tels que le tourisme, la finance, la construction et le transport aérien. Le flamboyant émirat de Dubaï, aux Emirats arabes unis, symbolise cette réussite avec ses constructions pharaoniques (plus haute tour du monde, îles artificielles, pistes de ski dans le désert, etc.), mais il révèle aussi ses limites (endettement élevé, faible niveau de vie des travailleurs étrangers, croissance énergivore, etc.).

3949 caractères, espaces non compris

*Keyvan Piram*  
*Chercheur associé au Centre Thucydide*  
*Université Panthéon-Assas, Paris*